

**Convention collective nationale**

IDCC : 2768. – **PHARMACIENS DU RÉGIME MINIER**  
**(27 juin 1990)**

**AVENANT N° 5 DU 11 AVRIL 2008**

RELATIF À LA CONVERSION

NOR : ASET0851202M

IDCC : 2768

Entre :

La CANSSM,

D'une part, et

Le syndicat national des pharmacies au service de la sécurité sociale minière ;

Le syndicat national des cadres de santé et de direction de la sécurité sociale minière CFE-CGC ;

Le syndicat national des cadres médicaux du régime minier CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Modalités d'accès à la conversion*

1. L'accès à la conversion est ouvert, sous réserve de l'accord préalable de son employeur, à tout pharmacien justifiant d'au moins 5 ans d'ancienneté de travail effectif au sein de la sécurité sociale minière et étant âgé de moins de 56 ans à la date de départ, pour :

- poursuivre une carrière professionnelle dans un emploi salarié ne relevant pas de la sécurité sociale minière ou des établissements qu'elle gère en tout ou partie ;
- ou exercer une autre activité professionnelle à titre indépendant.

2. Le salarié qui demande à bénéficier de ce dispositif doit signer un engagement sur l'honneur relatif au respect de ces clauses. Il quitte alors son emploi. L'employeur dispose d'au plus 3 mois, à compter de la demande écrite du salarié, pour faire connaître sa réponse. En cas d'accord des parties, ce délai peut être réduit.

Le départ d'un pharmacien en conversion est définitif et ne peut donner lieu à réintégration ultérieure.

3. L'organisme employeur ne peut donner son accord que si un poste de pharmacien de toute catégorie (pharmacien gérant, pharmacien adjoint principal ou pharmacien adjoint) au moins égal en équivalent temps est supprimé au sein du régime minier au plus tard dans les 6 mois suivant la notification de l'acceptation de la demande.

## **Article 2**

### *Prime de conversion*

Dans le cadre de ce dispositif, une prime dite « de conversion » est versée par l'organisme employeur au pharmacien quittant son emploi, au moment de son départ.

Son montant, exprimé en nombre de mois de salaire brut de l'intéressé, est égal à 1 mois par année d'ancienneté de services effectifs dans un organisme de la sécurité sociale minière, dans la limite maximale de 12 mois de salaire.

Si l'ancienneté totale ne correspond pas à un nombre d'années complètes, elle est arrondie au nombre entier d'années immédiatement supérieur.

Le salaire mensuel à prendre en considération est égal au 1/12 du salaire brut fiscal qu'aurait perçu l'intéressé dans l'emploi qu'il a tenu pendant les 12 mois ayant précédé son départ en conversion, s'il avait été régulièrement présent.

## **Article 3**

### *Mutuelle*

Dans le cas où le pharmacien converti adhère à une mutuelle pour couvrir le risque maladie, l'employeur couvre la période de carence éventuellement imposée par la mutuelle à ses nouveaux adhérents.

## **Article 4**

### *Non-cumul*

Le pharmacien dont le projet personnel vise à créer, reprendre ou développer une activité industrielle, artisanale, agricole ou de service, ayant demandé un congé pour création d'entreprise, ne peut bénéficier des mesures prévues par le présent avenant.

## **Article 5**

### *Conditions d'application et de durée*

Le présent avenant est conclu pour une durée de 2 ans à compter de la date de son agrément par les autorités de tutelle. A l'expiration de cette période, il sera renouvelé chaque année par tacite reconduction pour une durée de 12 mois.

## **Article 6**

### *Commission de suivi*

La commission paritaire nationale prévue par l'article 1<sup>er</sup> *quater* de la convention collective nationale, agissant en tant que commission de suivi :

- est chargée d'examiner les questions relatives à l'interprétation du présent avenant ;
- est destinataire, au moins une fois par année civile, d'un bilan des départs en conversion réalisés ;
- peut formuler aux partenaires sociaux des propositions relevant du domaine de la négociation.

Fait à Paris, le 11 avril 2008.

(Suivent les signatures.)